

BENIN

Une nouvelle ère pour un financement climatique à grande échelle

Prix : 2 000F CFA, 3,5 euro, 4,5 Dollars



Algérie et pays du Sahel
Vers une rupture des
relations diplomatiques ?

Benin
la BIIC admise à la cote de
la BRVM

GDIZ LOCAL IMPACT
L'investissement
local, moteur de
l'industrialisation du Bénin

BIIC ONLINE

ENTREPRISE

**Gérez votre trésorerie
en ligne 24H/7**

Pratique, sécurisée et
gratuite



www.biiconline.com



www.biic-bank.com



@biicbank



BIIC
Banque internationale pour
l'industrie et le Commerce

De l'Afrique à l'Europe, la loi des plus forts....



Dans son célèbre ouvrage *Les frères karamazov*, l'auteur Russe Dostoïevski disait : *« toute la science du monde ne vaut pas les larmes d'un enfant ». De la même manière, aucune invasion au monde ne vaut la vie d'un être humain. Quelles que soient les raisons aujourd'hui invoquées par le pouvoir russe, rien ne justifie la guerre d'invasion qu'il impose à l'Ukraine. Nul ne doit être dupe, qu'il s'agisse de Sarkozy contre Kadhafi, des deux Bush contre Saddam Hussein, de Junior contre les Talibans ou de Hollande contre les terroristes au Mali...les agresseurs font toujours porter la culpabilité sur les agressés ou les envahis. Rien de nouveau sous le soleil. Par ailleurs, depuis la chute de l'ex URSS, les oligarques, tous issus de l'appareil militaire-industriel d'état ou directement du KGB comme Poutine lui-même, après s'être attribué entre quelques uns, les plus grands secteurs producteurs de richesses du pays, n'ont eu de cesse, en véritables kleptocrates, de dépecer les entreprises d'état dont ils s'étaient accaparés la gestion. Un capitalisme prédateur, aux méthodes issues d'un pouvoir totalitaire, qui s'est donné comme exécuteur d'une politique conforme à ses intérêts, un ancien apparatchik du KGB, brutal et autoritaire, en la personne de Vladimir Poutine. De la même manière que Sarkozy, dans l'intérêt des entreprises françaises attaque et

broie la Libye, que Hollande envoie son armée pour «sauver» le Mali, que Bush bombarde l'Irak pour sauver les irakiens...autant d'aventures impérialistes contre les peuples et voilà que, après avoir écrasé la Tchétchénie, envahi et occupé une partie de la Géorgie, être intervenu au Kazakhstan pour y mater une insurrection populaire, l'impérialisme russe s'attribue la Crimée, le Donbass et les régions russophones, amputant pour cela un pays voisin souverain, le contraignant depuis 2014, à une situation de guerre civile. Les arguments tels que la menace de l'OTAN, la «nazification de l'Ukraine»... avancés par Poutine, sont exactement du même ordre que ceux des autres impérialismes lorsqu'ils décident d'envahir, écraser un adversaire choisi ou intervenir sur le territoire d'un état souverain, ils sont fallacieux et irrecevables. Aucun argument, quel qu'il soit, ne saurait justifier l'ingérence d'une puissance étrangère visant à empêcher les peuples du droit à disposer d'eux-mêmes. A ce titre, exactement comme l'armée russe doit immédiatement quitter l'Ukraine, la France doit organiser le départ immédiat de toutes ses troupes stationnées en Afrique. Elle doit, de même, abandonner son système néocolonialiste prédateur concentré dans ce que, depuis les indépendances, on nomme la Françafrique.

SOMMAIRE

05



La BIIC admise à la cote de la BRVM

07



L'investissement local, moteur de l'industrialisation du Bénin



Mensuel international indépendant d'informations, d'analyses et de publicité

Direction Générale

France

Tél: +33 626 656 588

Bénin

Tél: +229 96 84 24 24

Directeur de Publication

Romuald A. Boko

Directeur de la Rédaction

François Charles

Direction Commerciale

Léila Amara

Glwadys Bonou

Rédaction

Keneth Smith, François Charles, Romuald Boko, Abba Merzougui Lahket, Armel Kuassi Johnson, Eudes DIARRA, Olivier KPONSOU, Nazaïre Cesar, Yasmine Gounongbé, Edmond Sossou

Collaboration

Abdel Karim

Folaké Ayekoro

Koffi Albert ADANDJI

Grace Adriba

Edition

L'Autre Afrique

Maquette et mise en page

+229 97 581 067

www.lautre-afrique.com

08



71 jeunes intègrent Benin Cashew à la GDIZ

10



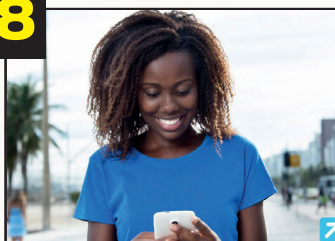
La SIPI lance une vaste opération nationale d'achat des stocks de soja sur toute l'étendue du territoire

15



vers une rupture des relations diplomatiques?

18



Du champ au marché : le rôle des plateformes numériques dans le succès de l'agriculture ouest-africaine

22



Une nouvelle ère pour un financement climatique à grande échelle pour le Bénin

25



Les Projets phares garantis par ATIDI au Bénin

BIIC
Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

BRVM
BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES
Afrique de l'Ouest

Cérémonie de 1^{ère} Cotation de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

LUNDI 28 AVRIL 2025 À 10^H

ARRANGEUR - CHEF DE FILE : **EDC INVESTMENT CORPORATION (EIC)** *Ecobank*
Membre du Groupe Ecobank La Banque Panafricaine

CO - CHEFS DE FILE : **BIC** **AGI** **BIC** **africabourse** **UCA**

BENIN : Africa Bourse, Africaine de Gestion et d'Intermédiation (AGI), BIIC Finance And Securities (BIF), SGI Benin, United Capital for Africa (UCA) / **BURKINA FASO** : Cois Bourse, Image Finance, SBIF, Société Africaine d'Ingénierie et d'Intermédiation Financière (SAZIF) / **CÔTE D'IVOIRE** : Atlantique Finances, Attijari Securities West Africa (ASWA), BICI Bourse, BNI Finance, BCI Capital Securities, BRIDGE Securities, BSC CAPITAL, EDC Investment Corporation (EIC), GEK CAPITAL, Hudson & CIE, MAC AFRICAN SGI, NSIA Finance, Phoenix Capital Management, Sirius Capital, SGCSSA, Matha Securities, ORAGROUP Securities / **MALI** : SGI Mali, CIFA-bourse, Global Capital / **NIGER** : SGI Niger **SENEGAL** : ABCO Bourse, CCF Bourse, Everest Finance, IMPAVIS Securities, Finance Gestion et Intermédiation, Invictus Capital Finance **TOGO** : SGI Togo

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) le 16 Décembre 2024 sous le numéro OA/24-02

La BIIC admise à la cote de la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a accueilli hier lundi 28 avril 2025 avec enthousiasme la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce du Bénin (Biic) sur son marché des actions, sous le symbole BICB. Cette admission a eu lieu lors d'une cérémonie solennelle, marquant une étape clé pour le secteur bancaire béninois.

La Biic est devenue depuis le 28 avril 2025 la troisième entreprise béninoise à intégrer la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (Brvm), après l'introduction récente de la Loterie nationale du Bénin (Lnb S.A.). La Biic porte le nombre total d'entreprises cotées à la bourse à 48 et la valorisation globale du marché à un niveau record de plus de 11.000 milliards de FCFA. De plus, elle fait partie des 15 banques désormais présentes à la Brvm, et figure parmi les 8 établissements bancaires ayant obtenu ce statut au cours des dix dernières années. Ce qui distingue particulièrement l'introduction de la Biic est son caractère exceptionnel. L'établissement a réalisé la

plus importante émission d'actions jamais enregistrée par une banque sur le Marché Financier Régional, levée de 100,45 milliards de FCFA, dépassant ainsi les précédents records établis par Oragroup (56,92 milliards de FCFA en 2019) et Ecobank Côte d'Ivoire (45 milliards de FCFA en 2017). Cela fait de l'Ipo (Initial Public Offering) de la Biic le deuxième plus important depuis la création de la Brvm, après celui d'Orange Côte d'Ivoire qui a levé 140,98 milliards de FCFA en 2022. Cette première cotation s'inscrit dans le cadre d'un processus de privatisation réussi, avec une capitalisation boursière de 323,45 milliards de FCFA au moment de l'introduction. La Brvm a exprimé sa satisfaction face à cette nouvelle

avancée, soulignant la vitalité et l'attractivité croissante du Marché Financier Régional pour les investisseurs. Des milliers d'investisseurs particuliers ont participé au succès de cette opération, constituant environ 25 % du montant levé, soit plus de 25 milliards de FCFA. La mise en bourse de la BIIC est non seulement un jalon pour l'institution elle-même, mais également un signal fort pour l'économie béninoise et pour la région de l'Uemoa, qui continue de démontrer sa capacité à attirer les investissements grâce à des entreprises innovantes et à un environnement de marché dynamique.





GDIZ LOCAL IMPACT

L'investissement local, moteur de l'industrialisation du Bénin

Mobiliser les investisseurs béninois pour bâtir une économie industrielle solide et inclusive. Telle est l'ambition affirmée de GDIZ LOCAL IMPACT, une initiative lancée par la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) pour stimuler l'engagement du secteur privé local dans le développement industriel du pays. Le 24 avril 2025, le Novotel de Cotonou a accueilli la toute première édition de ce programme ambitieux, qui a réuni plus d'une cinquantaine d'investisseurs béninois. Une rencontre stratégique, placée sous le signe du dialogue,

de l'opportunité et de la transformation économique durable. L'objectif est de faciliter l'accès aux opportunités d'investissement dans la zone, promouvoir la transformation locale des matières premières et renforcer l'implication du secteur privé national. GDIZ LOCAL IMPACT s'articule donc autour de quatre axes : mobiliser les investisseurs béninois autour du projet industriel national ; leur présenter les outils de soutien à l'investissement ; affirmer l'ouverture de la Zone aux projets nationaux et promouvoir une transformation locale créatrice de valeur. Avec GDIZ LOCAL IMPACT,

la GDIZ entend renforcer le tissu économique national en intégrant davantage les investisseurs béninois à son développement. Cette première rencontre marque le début d'un cycle de concertations et d'échanges prévus tout au long de l'année 2025, en vue de bâtir un écosystème industriel inclusif et durable. La GDIZ confirme ainsi sa volonté de devenir un levier de transformation économique majeur, en conjuguant investissements locaux et étrangers pour construire ensemble un avenir industriel solide et prospère pour le Bénin.

Roland AFFANOU



PROGRAMME SPÉCIAL D'INSERTION DANS L'EMPLOI

71 jeunes intègrent Benin Cashew à la GDIZ

Sélectionnés dans le cadre du Programme spécial d'insertion dans l'emploi (PSIE), 71 jeunes ont intégré Benin

cashew, entreprise spécialisée dans la transformation de noix de cajou à la Zone industrielle de Glo-Djigbé Zè (GDIZ). La cérémonie de leur intégration s'est déroulée,

jeudi 10 avril 2025. Issus de divers horizons géographiques et académiques, ces 71 jeunes sont engagés à mettre leur potentiel au service de la Zone économique



spéciale de Glo-Djigbé pour contribuer à la dynamique de croissance en cours. Ces nouvelles recrues de Benin Cashew S.A. interprètent l'opportunité comme " une

immersion concrète dans un environnement professionnel stimulant, au sein d'une entreprise reconnue dans le secteur agro-industriel".

A travers cette collaboration avec le Programme spécial d'insertion dans l'emploi (PSIE), Benin Cashew S.A réaffirme son rôle d'acteur engagé dans la construction d'un tissu économique solide, fondé sur l'inclusion, la formation et l'emploi des jeunes. Cette démarche s'inscrit dans une vision à long terme : faire du Bénin un pôle d'excellence en transformation locale tout en créant des opportunités durables pour sa jeunesse. Lancé en 2020, le programme vise l'amélioration de l'employabilité des jeunes et l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il a permis aux nouvelles recrues de Benin cashew de connaître l'entreprise, sa culture, ses valeurs et sa vision. Cette phase d'intégration a également favorisé les premiers échanges avec les équipes en poste, facilitant ainsi leur adaptation.

PSIE a également permis de faciliter la prise de contact des nouveaux agents avec les équipes en place, de fournir des repères sur les aspects administratifs et organisationnels du travail chez Benin Cashew S.A, catalyseur dans l'industrie de la transformation de l'anacarde dans le pays qui se positionne comme le troi-

sième producteur mondial. Benin Cashew S.A, de son côté fait savoir que cette collaboration représente une occasion de renforcer ses ressources humaines avec des talents dynamiques et motivés. Cette entreprise propose des solutions intégrées tout au long de la chaîne de valeur, depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la gestion du stockage dans des installations dédiées. Dans le cadre de ses activités de transformation de cajou, Benin Cashew a obtenu un financement de 10 millions d'euros de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), pour construire de nouvelles usines.

Précisons que Benin Cashew S.A est une coentreprise entre la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB) et ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), un développeur et opérateur panafricain de parcs industriels de classe mondiale. Spécialisée dans la transformation de noix de cajou au Bénin, elle est implantée dans la Zone industrielle de Glo-Djigbé et joue un rôle clé dans la chaîne de valeur de l'anacarde, dans un pays qui se positionne comme le troisième producteur mondial.

Par Roland AFFANOU



BÉNIN

La SIPI lance une vaste opération nationale d'achat des stocks de soja sur toute l'étendue du territoire national

Dans un communiqué en date du 24 avril 2025, le Directeur Général de la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-Bénin), Létondji Béhéton a annoncé dès ce 24 avril 2025 l'ouverture d'une opération d'achat des stocks de soja disponibles sur l'ensemble du territoire national. C'est dans le cadre de la valorisation des produits

agricoles locaux. L'initiative vise à alimenter les unités agro-industrielles de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), que gère la société. Selon le communiqué, l'opération se déroule « au niveau des magasins déjà ouverts dans les communes productrices de soja ». Les acteurs disposant de volumes importants de stocks sont invités à les « acheminer directement à la Zone Industrielle de Glo-Djigbé ».

Ensuite, l'opération se veut inclusive et accessible.

« Les détenteurs de stocks de soja peuvent les céder librement à SIPI-BENIN SA sans passer par un intermédiaire ou un démarcheur », précise le document. Pour faciliter la transaction, « un dispositif de paiement a été mis en place pour assurer le règlement des stocks dès leur livraison », tant dans les communes qu'à la GDIZ. Lire le communiqué

Cotonou, le 24 avril 2025

N/réf: L/N°003487/SIPI/GDIZ/DG

COMMUNIQUE

La Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-BENIN SA) informe tous les producteurs et tous les détenteurs de stocks de soja, qu'elle engage une opération d'achat de tous les stocks de soja disponibles sur le territoire national à compter de ce jour, jeudi 24 avril 2025.

Ces achats se dérouleront au niveau des magasins déjà ouverts dans les communes productrices de soja. Les détenteurs de gros stocks sont invités à les acheminer directement à la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ).

Tout détenteur de stocks de soja peut les céder librement à SIPI-BENIN SA sans passer par un intermédiaire ou un démarcheur.

Un dispositif de paiement a été mis en place pour assurer le paiement des stocks dès la livraison au niveau des communes et à la GDIZ.

Pour toute information complémentaire, prière contacter les numéros suivants :

Alibori : 01 57484312

Atacora/Donga : 01 53212810

Zou/Collines : 01 57484328

Borgou : 01 54344852

Livraison directe à la GDIZ : 01 54343926


Létondji BEHETON
Directeur Général
Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - Bénin (SIPI-Bénin S.A.)
Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) est un PPP entre ARISE IIP et la République du Bénin
© Ilot: C/SB, Quartier: Tangbo-Djèvié, Parcelle: F-1, Maison: ETAT BENINOIS
* Mot C/SB *
* Da 2025 *

GLO-DJIGBÉ INDUSTRIAL ZONE ZÈ-BÉNIN (GDIZ)

ACCÉLÉRATEUR DE TRANSFORMATION



Les défis nouveaux de la démocratie

Réfléchir à améliorer le fonctionnement de la démocratie requiert que l'on se fasse une idée des défis que la mise en œuvre de la démocratie a pu nous poser jusque-là. Dans ce papier, je voudrais passer en revue quelques-uns des reproches que nous faisons souvent à la démocratie.

Par exemple, il ressort des résultats des sondages que nous sommes de plus en plus nombreux, au fil du temps, à être frustrés par la qualité des élections, le fonctionnement des institutions de contre-pouvoir de même que par la qualité de la gouvernance, d'une façon générale, et par l'incapacité de contrôler la corruption, en particulier, etc. Mieux ou pire, nous accordons de moins en moins de crédit aux partis politiques, aux organisations de la société civile et aux médias alors qu'ils sont, jusque-là, indispensables pour le fonctionnement de la démocratie.

Au-delà de ces défis auxquels nous devons nécessairement rechercher des solutions dans les réflexions sur la démocratie et sa mise

en œuvre en Afrique, de nouveaux défis apparaissent. Je vais en aborder, à présent, quelques-uns.

En effet, les nouvelles technologies, en particulier, l'Intelligence artificielle, se développent à toute vitesse et le fait qu'elles envahissent tous les compartiments de notre vie, génèrent des défis nouveaux auxquels il faut également réfléchir.

Plusieurs élections récentes dans des pays aussi divers que les USA, la France, le Nigeria, le Ghana ou encore, tout récemment, la Moldavie, ont révélé des tentatives d'ingérences étrangères à travers l'utilisation de nouvelles technologies de façon à influencer le vote des électeurs. Il s'agit, là, d'une véritable menace dont on appréhende encore mal tous les contours.

Par exemple, s'il est possible d'influencer à notre insu notre manière de penser et, par conséquent, nos actions, alors, la démocratie est en difficulté. En effet, au moins deux critères sont à la base du droit de participer au vote : (i) jouir de son libre arbitre et (ii) ne pas être perçu comme susceptible d'agir contre l'intérêt public. Voilà pourquoi,



dans l'histoire, les pauvres, les jeunes, (à un moment donné et à tort) les femmes, les esclaves, les étrangers, les condamnés pour crimes, etc. ont été exclus du vote.

Par conséquent, si le libre arbitre de l'électeur peut être influencé, à son insu, et donc s'il est possible qu'il soit amené à voter pour l'intérêt de quelqu'un dont il n'a même pas connaissance de l'existence, la démocratie est en danger. Je me limite ici à ce seul exemple pour le moment et je promets d'y revenir.

A suivre !





ALGÉRIE ET PAYS DU SAHEL

vers une rupture des relations diplomatiques ?

Par Nour Cherni étudiante en troisième année de licence de Science Politique à l'université de Paris Nanterre, passionnée par la géopolitique et les relations internationales, elle est actuellement en stage au sein du cabinet InterGlobe Conseils en tant qu'analyste géopolitique.

L'Algérie : l'influence
d'un acteur majeur
bousculée

L'Algérie, grâce à sa position

frontalière avec les pays du
Sahel, son histoire en ma-
tière de lutte antiterroriste et
sa puissance militaire, s'est
peu à peu imposée comme

un acteur influent s'impli-
quant sur les questions de
sécurité et de stabilité de la
région. Elle a en effet, joué
le rôle d'intermédiaire au

sein de conflits en tant que puissance régionale médiatrice et l'exemple le plus marquant étant l'accord d'Alger signé en 2015 entre le gouvernement malien, plusieurs groupes rebelles touaregs (CMA) ainsi que les membres de la Plate-forme des membres d'autodéfense, alliés du gouvernement.

En collaboration avec des organisations régionales et internationales telles que les Nations-Unies, l'Union Africaine et la CEDEAO, l'Algérie en tant que chef de file de la médiation, a négocié des accords de paix à la suite des conflits armés survenus au nord du Mali en 2012 et opposant les rebelles touaregs du MNLA revendiquant l'indépendance de l'AZAWAD.

De plus, la menace terroriste d'AQMI (Al-qaida du Maghreb islamique) initialement alliés des rebelles puis prenant le contrôle du nord du Mali constituait également une urgence à régler afin de sortir de la crise malienne. Cette crise aiguë ne sera pas étrangère dans le climat de déstabilisation politique et de désagrégation territoriale, précipitant la chute par un coup d'état la même année renversant le président Amadou Toumani Touré. De fait, les implications algériennes surviennent dans une volonté de renforcer la coopération régionale face à des menaces sécuritaires constantes. Néanmoins

depuis quelques années, nous assistons à un déclin de l'influence algérienne au Sahel, les tentatives de médiations et de coopération se sont toutes soldées par des échecs, les activités terroristes s'étant étendues aux pays voisins.

Enfin, l'Algérie est accusée à plusieurs reprises de coopérer et de soutenir les forces rebelles touaregs.

De nouveaux partenaires stratégiques face un déclin de l'influence de l'Algérie au Sahel

Le déclin de l'influence algérienne et le recul diplomatique entre l'Algérie et les pays de l'Alliance des États du Sahel notamment, ont amené à une reconfiguration des alliances au sein de la région, renforçant l'émergence de nouveaux partenaires stratégiques tels que le Maroc.

En effet, le Maroc a fortement témoigné sa volonté de s'investir dans les affaires du Sahel. Le royaume s'est notamment imposé comme principal interlocuteur entre la France et le Sahel, alors que le gouvernement malien d'Assimi Goïta, évoquait une volonté de rupture des relations France-Mali. Le pays se distingue par une volonté de construire des relations diplomatiques en entretenant de bons rapports avec des gouvernements marqués par des coups d'État mais également, par



son rapprochement récent avec la Mauritanie alors que les deux Etats avaient connu des tensions reliées à la question du Sahara.

L'approche marocaine vient par ailleurs prendre le contre-pied d'une stratégie algérienne, mettant l'accent sur l'aspect sécuritaire de la région et la volonté d'une protection de ses ressources, optant plutôt pour une stratégie d'approche fondée sur le soft power.

En effet, Rabat renforce sa présence économique dans la région notamment à travers des partenariats commerciaux, l'implantation de banques marocaines ou des projets d'infrastructure énergétique tel que le Gazo-duc reliant la Nigéria, le Maroc et l'Europe et permettant



un accès à l'atlantique. De plus, les relations entre la Russie et la Sahel, marquent clairement l'abandon de l'idée d'une Algérie comme pilier de la sécurité régionale. En effet, Moscou a annoncé récemment sa volonté d'accroître son assistance militaire à l'Alliance des États du Sahel, prévoyant de leur fournir le matériel militaire nécessaire aux fins de combattre les organisations djihadistes de la région.

Une détérioration des relations diplomatiques Algérie-Sahel

Loin de l'accord d'Alger de 2015, Bamako témoigne de la volonté d'une médiation interne des conflits sans ingérence algérienne, et ce

depuis l'arrivée au pouvoir d'Assimi Goïta, président de la transition, évoquant une volonté « d'un dialogue direct inter-malien » »

De plus, le 31 décembre 2023, le président de la transition a évoqué la fin de l'implication militaire onusienne sur le territoire marquant la volonté d'une gestion interne des conflits traversant le pays. Plus récemment, les tensions entre l'Algérie et le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ont été ravivées par l'incident survenu dans la nuit du 31 mars au 1er avril. En effet, un drone malien a été abattu au sein de la zone frontalière de Tinzaoutène entre le Mali et l'Algérie, précipitant le rappel de l'ambassadeur du Mali en Algérie. Cette initiative a été soutenue par

le reste des états membres qui ont également rappelé leurs ambassadeurs. De plus, le Mali accuse un soutien d'Alger aux rebelles séparatistes et terroristes du pays. Par un communiqué du 6 avril, l'Algérie dénonce « de graves accusations » et met l'accent sur une récurrence des violations de l'espace aérien algérien par le Mali. En réponse au rappel des ambassadeurs, l'Algérie a également fait de même et a fermé son espace aérien aux vols provenant du Mali.

En réaction à cette décision, le gouvernement malien a également fermé son espace aérien à l'Algérie et a manifesté sa volonté de se retirer du Comité d'état-major conjoint (CÉMOC), organisme de coopération militaire créé par l'Algérie en 2010 (et dont les membres sont le Mali, la Mauritanie, Le Niger et l'Algérie) afin de lutter contre le terrorisme dans la région.

Cette situation inquiète par ailleurs la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), organisme duquel se sont récemment retirés les pays membres de l'Alliance du Sahel, menaçant alors la stabilité régionale. La CE-DEAO invite notamment le Mali et l'Algérie à privilégier le dialogue afin d'apaiser les tensions.

Par Nour Cherni



L'E-AGRICULTURE, UNE SOLUTION POUR BOOSTER LES VENTES DES AGRICULTEURS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Du champ au marché : le rôle des plateformes numériques dans le succès de l'agriculture ouest-africaine

Les plateformes numériques offrent des solutions aux agriculteurs d'Afrique de l'Ouest en leur donnant accès à des informations en temps réel, en facilitant les liens avec les marchés et en améliorant l'accès aux services financiers. Elles permettent de combler le déficit d'information, de réduire les coûts de

transaction et d'améliorer l'efficacité des chaînes de valeur agricoles, avec à la clé, une augmentation de la productivité et une amélioration de l'accès aux marchés pour les petits exploitants. Les investissements dans les plateformes, ainsi que dans d'autres domaines du numérique tels que l'infrastructure et les compétences, sont en phase avec

les priorités de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur la période 2021-2025. En Côte d'Ivoire, par exemple, grâce au projet pour des solutions numériques en faveur du désenclavement des zones rurales et pour l'e-agriculture (PSNDEA), financé par la Banque mondiale, plus de 221 000 personnes ont désormais accès à l'internet,



et plus de 43 000 d'entre elles ont créé un compte d'argent mobile entre 2018 et 2023. Le PSNDEA a permis à plus de 400 000 personnes travaillant dans les chaînes de valeur agricoles de bénéficier d'un meilleur accès aux marchés grâce à Agristore, une plateforme numérique développée dans le cadre du projet. De même, au Bénin, le projet intégré de transformation numérique des régions rurales (PITN2R) a déployé, entre 2020 et 2024, des plateformes offrant des services de conseil personnalisé en matière de cultures, de gestion des machines agricoles et de suivi des exploitations à partir de données géolocalisées, avec plus de 103 000 utilisateurs inscrits, dont près de 31 000 femmes. Enfin, le projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun (PATNUC) a mis au point et testé un système de bons d'achat électroniques, auquel se sont inscrits plus de 9 000 producteurs depuis avril 2024.

Défi

Alors que l'agriculture est un secteur vital en Afrique de l'Ouest, le manque d'accès à l'information et le sous-développement des infrastructures compliquent la tâche des producteurs. Ces difficultés entravent la productivité et l'accès au marché, en particulier pour les petits exploitants, qui

sont les principaux acteurs de ce secteur dans la région. En Côte d'Ivoire, en 2018, 73 % de la population n'avait pas accès au haut débit mobile et n'était toujours pas connectée à l'internet. En outre, l'écart de couverture entre les zones urbaines et les zones rurales était important : la plupart des habitants en milieu rural ne disposaient pas d'une connexion internet et avaient peu accès aux informations et aux services. Les petits agriculteurs peinaient à accéder aux marchés et à répondre à la demande en termes de volume et de qualité du fait de leur accès limité à des informations en temps réel, ce qui nuisait à l'efficacité des chaînes de valeur agricoles. Au Bénin également, les agriculteurs rencontraient des problèmes : difficultés d'accès aux marchés en raison de la médiocrité des infrastructures, informations insuffisantes et peu fiables sur les semences, les outils et les récoltes. En outre, 62 % de la population n'avait pas accès aux services financiers. Au Cameroun, le secteur agricole souffre d'un manque de productivité, synonyme d'inefficacité et de faibles rendements. En cause, un recours insuffisant à la mécanisation, aux intrants et à l'irrigation, ainsi que des coûts de transaction élevés et des asymétries d'information tout au long de la chaîne de valeur.

Démarche

La promotion des opportunités du numérique est l'un des leviers de la transformation de l'économie et d'une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest et du Centre. Pour cette région, les solutions digitales offrent une voie prometteuse permettant de soutenir la prestation de services efficaces et inclusifs et d'accroître la connectivité haut débit afin de booster les créations d'emplois et d'autonomiser les populations. En particulier, dans la stratégie pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la transformation numérique est considérée comme un outil essentiel pour accroître la productivité de l'agriculture, améliorer l'accès aux marchés et renforcer la résilience de ce secteur.

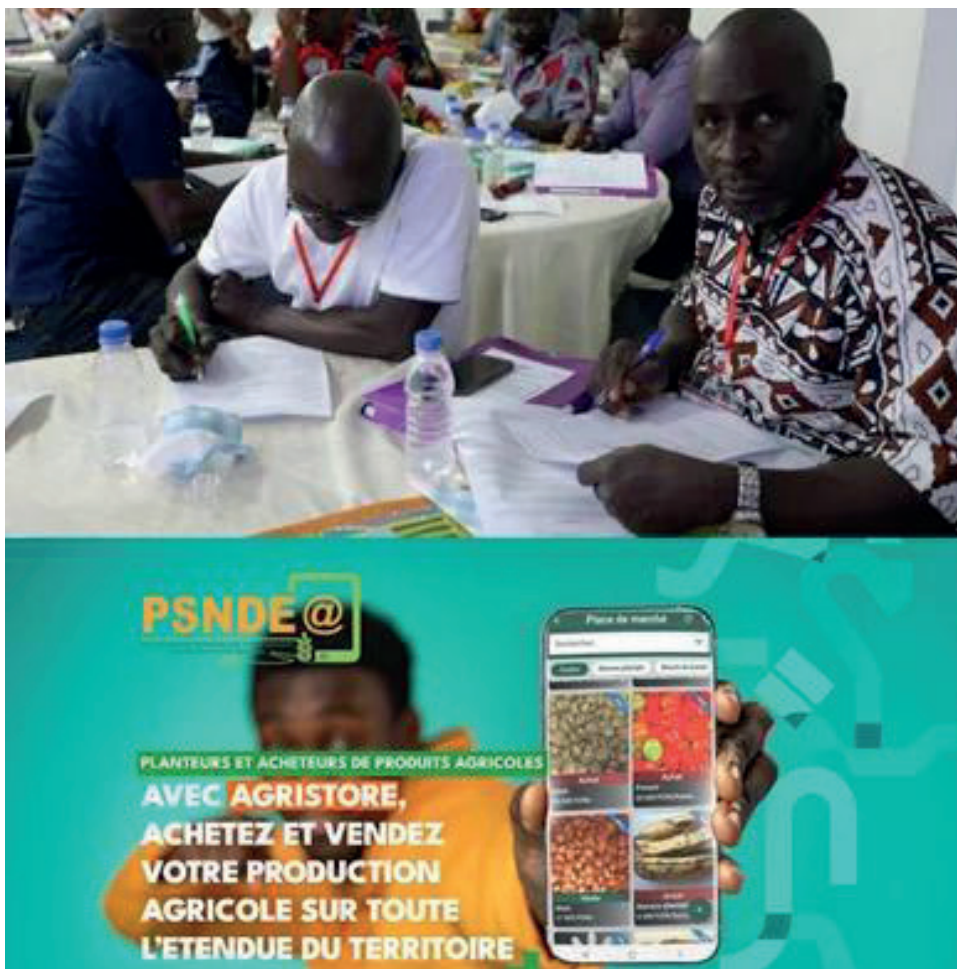
1. En Côte d'Ivoire, le projet pour l'e-agriculture visait à améliorer l'accès aux services numériques pour les habitants des zones rurales en élargissant l'accès à la connectivité internet. En collaboration avec le ministère de la Communication, de l'Économie numérique et des Postes, ce projet a fourni des subventions à moindre coût qui ont été attribuées dans le cadre d'un appel d'offres à des opérateurs privés dans les zones rurales présentant un déficit de couverture, mais également une faible rentabilité commerciale. Il s'est appuyé sur le financement de la Banque

mondiale pour mobiliser des capitaux privés en accordant des subventions à effet catalyseur au secteur privé.

2. Cette opération visait aussi à améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés grâce à des plateformes numériques. En collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et son Agence nationale de développement rural, le site web Agristore.ci et son application mobile ont été mis au point et déployés dans le but d'aider les agriculteurs à commercialiser leurs produits et de mettre en relation fournisseurs et acheteurs.

3. Au Bénin, le projet intégré de transformation numérique des régions rurales ambitionne de tirer parti des solutions numériques pour améliorer l'efficacité des chaînes de valeur, l'inclusion financière et l'accès aux marchés. Il a permis la mise au point d'une plateforme de conseils en e-agriculture, d'une plateforme numérique pour la gestion des machines et équipements agricoles, et d'une plateforme de gestion pour les producteurs dans des filières ciblées, qui intègre des données géolocalisées pour suivre l'évolution des exploitations enregistrées. Ces solutions ont amélioré la prise de décision au niveau de l'exploitation.

4. Le projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun entend encourager le recours aux



solutions agricoles numériques en expérimentant un système de bons d'achat électroniques et en élaborant des systèmes d'aide à la décision guidée par les données. Une plateforme de bons d'achats électroniques visant à faciliter l'accès aux intrants agricoles a été mise au point et testée. Elle a bénéficié à plus de 3 000 producteurs en 2024. En outre, un premier concours d'innovation a été organisé dans le cadre du projet. Dix solutions numériques ont été sélectionnées et récompensées ; elles seront mises en œuvre à grande échelle pour faire face aux principaux enjeux

de l'agriculture camerounaise.

Résultats

Dans le cadre de multiples projets menés en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Cameroun, plus de 733 000 personnes bénéficient directement de l'expansion des infrastructures numériques, de l'amélioration des chaînes de valeur agricoles et de services de conseils numériques. L'ensemble de ces initiatives contribue à accroître la connectivité internet, à améliorer l'accès au marché et à faciliter l'inclusion financière numérique, en particulier

au sein des communautés rurales et chez les femmes. Côte d'Ivoire (2018-2023)

1. Le déploiement d'une infrastructure mobile haut débit, rendu possible par le financement de la Banque mondiale, a permis à plus de 221 000 habitants en milieu rural d'accéder à l'internet, ce qui a amélioré leur accès à l'information et à des services essentiels. En outre, grâce à ce projet, plus de 43 000 comptes d'argent mobile ont été créés, 187 commerçants proposant des cartes SIM et des services d'argent mobile se sont établis, et plus de 53 000 cartes SIM ont été achetées.

2. Le projet a bénéficié à plus de 400 000 personnes travaillant dans des filières agricoles, dont 58,9 % de femmes. Il a amélioré l'accès au marché et à l'information en proposant aux bénéficiaires une plateforme commerciale numérique, Agristore.ci, qui a été développée et lancée dans le cadre du projet. À la fin du projet, cette plateforme avait enregistré plus de 160 000 visites et plus de 36 000 listes de ventes, ce qui témoigne d'une forte utilisation.

3. En outre, grâce au projet, un observatoire agricole a été créé au sein de l'Agence nationale pour le développement rural. Cet observatoire s'est révélé indispensable pour fournir des services de conseil agricole en temps réel aux petits exploitants

dans les zones couvertes par le projet, avec à la clé une hausse de la productivité. Il proposait des services de conseil agricole numériques et des conseils agrométéorologiques par différents canaux : SMS, applications mobiles, services web et centre d'appel. Pendant la durée du projet, l'observatoire a envoyé plus de 11 millions de messages contenant des conseils agricoles, 44 % de ces messages étant destinés à des femmes.

Zoom sur les résultats

* Le projet pour l'e-agriculture en Côte d'Ivoire a amélioré l'accès au marché et à l'information avec la création d'une plateforme commerciale numérique. Entre 2018 et 2023, il a bénéficié à plus de 400 000 personnes travaillant dans les chaînes de valeur agricoles ciblées.

* Ce projet a en outre permis la création de plus de 43 000 comptes d'argent mobile, l'établissement de 187 points de vente proposant des cartes SIM et des services d'argent mobile et l'achat de plus de 53 000 cartes SIM par ses bénéficiaires.

* Au Bénin, le projet intégré de transformation numérique des régions rurales a bénéficié à ce jour à plus de 103 000 personnes. Il a permis le développement de plateformes numériques élargissant l'accès à l'information, facilitant l'accès aux machines agricoles et amé-

liorent la prise de décision au niveau de l'exploitation.

* Avec le projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun (PATNUC), plus de 9 000 producteurs sont désormais inscrits à un système de bons d'achat électroniques. Depuis avril 2024, ce sont près de 4 000 producteurs qui bénéficient de subventions pour l'achat d'engrais et de semences.

Bénin (2020-2025 ; clôture du projet prévue en juin 2025) Plus de 103 000 personnes, dont près de 31 000 femmes, se sont inscrites sur les plateformes numériques développées grâce au financement de la Banque mondiale, qui ont pour but d'élargir l'accès à l'information, de faciliter l'accès aux machines agricoles et d'améliorer la prise de décision au sein des exploitations.

Cameroun (2022-2027 ; clôture du projet prévue en mars 2027) En décembre 2024, plus de 9 000 producteurs étaient inscrits sur une plateforme de bons d'achat électroniques, et près de 4 000 personnes ont ainsi pu bénéficier de subventions pour l'achat d'engrais et de semences depuis avril 2024. D'ici décembre 2025, environ 16 000 producteurs devraient recevoir des subventions.

Source : BM



SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM-CADRE DE COLLABORATION ET DE COOPÉRATION

Une nouvelle ère pour un financement climatique à grande échelle pour le Bénin

Le Gouvernement de la République du Bénin, aux côtés d'institutions financières et partenaires internationaux de premier plan, a procédé ce jour à la signature d'un Mémo-

randum-Cadre de Collaboration et de Coopération pour faire progresser un agenda commun de politiques climatiques et débloquer un financement climatique à grande échelle pour le Bénin. C'était le 23 avril, en marge

des Assemblées de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui se tiennent actuellement à Washington, DC, aux Etats-Unis. Ce Mémorandum constitue



le premier cadre coordonné mis en place par plusieurs partenaires de développement, y compris le Groupe de la Banque mondiale [Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); Association internationale de développement (IDA) ; Société financière internationale (IFC)], la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), et le Fonds OPEC, pour travailler avec un seul pays sur une matrice commune de politiques climatiques. C'est une étape majeure dans l'opérationnalisation de la vision du Bénin visant à intégrer l'action climatique dans la planification macroéconomique, tout en mobilisant des capitaux publics et privés pour soutenir ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et ses Objectifs de Développement Durable (ODD). Le mémorandum s'appuie sur les réformes entreprises dans le cadre du programme de Résilience et de Durabilité convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) en décembre 2023. Parmi les premières initiatives liées à ce cadre, le Fonds OPEC a engagé 30 millions d'euros. En parallèle, l'Union européenne a prévu une contribution de 28 millions d'euros en 2025, avec des financements supplémen-

taires attendus en 2026. Ces engagements témoignent d'une volonté commune de passer rapidement de la conception à la mise en œuvre des politiques. La signature de ce jour s'inscrit dans la continuité de la vision ambitieuse pour l'action climatique dévoilée lors de la Table ronde sur le financement climatique à Cotonou, coorganisée en juillet 2024 par le FMI et la Banque mondiale, et approfondie durant la COP29 à Bakou. La plateforme de financement climatique du Bénin repose sur l'intégration des marchés carbone, des instruments de financement innovants et la réforme de la gouvernance. Le nouveau Mémorandum-Cadre comprend également des principes relatifs au soutien budgétaire, réaffirmant l'engagement du Bénin en faveur du développement durable et du leadership climatique mondial. Cette collaboration vise à appuyer la mise en œuvre de politiques et projets transformateurs favorisant la résilience climatique, les infrastructures durables et la protection de l'environnement. Pour Monsieur Romuald Wadagni, Ministre d'Etat, en charge de l'économie et des finances du Bénin : « Ce Mémorandum-Cadre marque une étape majeure dans notre cheminement vers

un Bénin beaucoup plus résilient face au climat. Avec le soutien de nos partenaires au développement, nous pouvons renforcer nos institutions, mettre en œuvre des projets à fort impact et ouvrir la voie à un avenir plus vert. Nous sommes profondément reconnaissants de la confiance et du soutien de nos partenaires dans cette entreprise. » Le Mémorandum-Cadre servira de base à un engagement coordonné entre le Bénin et ses partenaires au développement, avec des objectifs clés tels que : - le renforcement des capacités institutionnelles pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et projets résilients au climat ; - l'alignement des instruments financiers, notamment les obligations vertes, les financements mixtes et les mécanismes de l'article 6, sur les objectifs climatiques et de développement à long terme du Bénin ; et - l'amélioration de la transparence, du suivi et de la redevabilité dans la gestion du financement climatique. « L'engagement du Bénin en faveur de la réforme a soutenu une croissance durable et positionné le pays vers un statut de revenu intermédiaire supérieur. Ce mémorandum marque un moment charnière, soulignant l'importance d'une forte coordination entre bail-



leurs, » a déclaré Madame Marie-Chantal Uwanyiligira, Directrice de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, et le Togo. « Nous saluons le leadership du gouvernement qui a su fédérer les partenaires autour d'une vision commune. La Banque mondiale accueille favorablement cette étape importante et soutiendra sa mise en œuvre, notamment via les futures opérations d'appui budgétaire alignées sur la vision du Bénin en ma-

tière de croissance résiliente et inclusive, et de création d'emplois de qualité, notamment pour les jeunes. » Monsieur Olivier Buyoya, Directeur régional de IFC pour l'Afrique de l'ouest, pour sa part, ajoute : « L'élargissement des sources de financement pour renforcer la résilience du Bénin est crucial, et cette initiative constitue une étape opportune et déterminante. IFC est fière de collaborer avec la Banque

mondiale et d'autres partenaires de développement pour approfondir les marchés financiers, promouvoir une utilisation efficace des ressources publiques pour réduire les risques liés aux projets, et mobiliser adéquatement le secteur privé. »



ASSURANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU
COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

Les Projets phares garantis par ATIDI au Bénin

African trade & investment development insurance (Atidi), institution multilatérale africaine, offre des services tels que l'assurance contre les risques politiques, l'assurance-crédit et des garanties pour protéger les investisseurs et les prêteurs contre les pertes potentielles liées aux actions gouvernementales ou aux défauts de paiement. Au Bénin, l'institution fait également parler d'elle pour avoir fourni une garantie de second rang pour un prêt de 507,5 millions d'euros accordé par Deutsche Bank au pays. Mieux, Atidi a implanté le siège de sa représentation francophone au Bénin.

African trade & investment development insurance

(Atidi) a vu le jour en 2001 par la volonté de plusieurs États africains. Son objectif principal est de stimuler le développement économique durable sur le continent en fournissant des solutions d'assurance contre les risques politiques et commerciaux pour ainsi faciliter le commerce et l'investissement en Afrique. Ses services et produits couvrent l'assurance risques politiques pour la protection contre des risques tels que l'expropriation, l'inconvertibilité des devises, les embargos et le non-respect des obligations souveraines, l'assurance-crédit relative à la couverture contre le non-paiement par des gouvernements, des entreprises publiques et des entreprises privées. Elle intervient aussi dans le cautionnement, c'est-à-dire des garanties pour soutenir les obligations contractuelles et financières des entreprises opérant en Afrique.

L'institution s'est engagée auprès du Bénin comme un acteur majeur pour la mobilisation des ressources. Elle a fourni une garantie de second rang pour un prêt de 507,5 millions d'euros accordé par Deutsche Bank au Bénin. « Cette garantie, combinée à une garantie de premier rang de 200 millions



d'euros de l'Association internationale de développement (Ida) du groupe de la Banque mondiale, a renforcé la confiance des investisseurs et réduit les coûts de financement pour le Bénin », renseigne-t-elle. Les économies réalisées grâce à cette opération seront réinvesties dans des projets prioritaires pour la réalisation des Objectifs de développement durable (Odd) du pays. Atidi au Bénin, c'est trois milliards de dollars d'investissements couverts dans des secteurs

tels que le Btp, les finances et l'assurance, l'énergie et le gaz ou encore les transports, l'appui à des projets phares comme le projet Asphaltage..., a révélé Alexander Amohmiyang Fusi, face aux médias, mercredi 9 avril à Cotonou.

Couverture contre le risque politique

Si Atidi a vu le jour, avec son souscripteur francophone régional pour l'Afrique basé à Cotonou, c'est pour combler le déficit des pays africains



qui ne recevaient pas assez d'investissements du fait des risques politiques. Sur cette base, précise Alexander Amohmiyang Fusi, Atidi a été créé pour offrir une gamme de produits qui attirera les investissements pour promouvoir le commerce en Afrique à travers les solutions d'atténuation des risques tels que la couverture contre le risque politique et le risque de crédit. « Au fil des années, Atidi a travaillé pour établir des partenariats avec les institutions internationales,

les institutions régionales et avec les Etats membres pour fournir les assurances contre le risque politique et le risque de crédit », ajoute-t-il. Un tel engagement, comme on peut le deviner, pèse lourd, mais n'inquiète pas l'institution qui s'est établi des piliers solides, selon son représentant à Cotonou.

Le premier, rappelle Alexander Amohmiyang Fusi, c'est que Atidi a une compréhension approfondie du risque africain. Avec plus de vingt ans de présence dans le secteur, il a fini par en devenir un acteur majeur maîtrisant les données et les fluctuations, assure-t-il. A cela, il ajoute les « bonnes annotations » dont fait l'objet son institution. « Nous sommes l'assureur le mieux noté en Afrique », précise-t-il. « De plus, nous avons aussi un statut de créance privilégiée à travers nos Etats membres. C'est ce qui nous donne cette force... Nous avons une base de données très diversifiée », indique-t-il. Avec ses bureaux dans six pays, l'institution garantit le commerce et les investissements transfrontaliers depuis 2001. Elle se concentre sur l'impact sur le développement avec « une forte capitalisation et un bilan solide de neuf milliards de dollars d'exposition brute et 762 millions de dollars de fonds propres. Elle est bien placée pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Elle a par

ailleurs un double mandat commercial et de développement visant à assurer la rentabilité pour les actionnaires tout en améliorant simultanément le climat des affaires en Afrique.

Du souscripteur francophone régional

Alexander Amohmiyang est un gestionnaire du risque de crédit chevronné, avec dix ans d'expérience en gestion du risque de crédit, financement du commerce et des projets, ainsi qu'en développement des affaires. Citoyen camerounais, il a démarré sa carrière à la Community credit company Plc, avant de rejoindre Ecobank Cameroun, où il a géré un portefeuille de plus de 166 millions de dollars et souscrit des transactions complexes de financement du commerce et de projets dans des secteurs incluant les télécommunications, les transports et la logistique, l'énergie, le pétrole et le gaz, ou encore les produits de base. Il a ensuite mis sur pied et pris la tête de la division en charge de la gestion du risque de crédit à Access Bank Cameroon. Il a notamment développé le portefeuille de 25 millions de dollars de la division, avant d'intégrer Atidi. Il est titulaire d'un Mba en global finance de la Swiss School of business and management, à Genève (Suisse), et d'un Bachelor en économie de l'Université de Yaoundé II.

Régis Hounkpè : « La communication des armées ne peut être jugée secondaire »



Il cultive l'art du regard géopolitique et de la stratégie avec la rigueur d'un analyste chevronné et la pédagogie d'un passeur de savoirs. Régis Houngbè est directeur exécutif d'Inter-Globe Conseils, cabinet spécialisé en communication stratégique et en expertise géopolitique, basé entre la France et l'Afrique de l'Ouest. Il partage son temps entre missions de conseil, conférences et enseignement dans plusieurs institutions de référence, dont l'Université de Reims Champagne-Ardenne, l'École nationale supérieure des armées (ENSA) du Bénin, ou encore l'Institut des Relations Internationales et de la Gouvernance en Côte d'Ivoire.

C'est dans ses bureaux d'Abomey-Calavi que Cyrille Djami l'a rencontré pour évoquer une actualité aussi stratégique que brûlante : l'introduction récente d'un séminaire sur la communication stratégique des armées africaines, dans un contexte où la guerre de l'information devient un théâtre d'affrontements aussi crucial que les champs de bataille traditionnels.

Pour débiter, pourriez-vous nous présenter brièvement le contexte et les objectifs de votre séminaire à l'École Nationale Supérieure des Armées du Bénin, et expliquer pourquoi la communication stratégique est

aujourd'hui un enjeu indispensable pour les forces armées africaines?

J'ai le privilège depuis cinq ans de faire partie de l'équipe pédagogique de l'École Nationale Supérieure des Armées (ENSA) du Bénin, où je dispense deux séminaires: l'un consacré à la géopolitique du continent africain, et le second, plus récemment introduit en janvier 2025, dédié à la communication des armées. L'ENSA, en tant que haut-lieu de formation des officiers militaires béninois et africains préparant leur Diplôme d'État-Major (DEM), joue un rôle stratégique dans la formation de chefs militaires capables de répondre avec efficacité et lucidité aux défis sécuritaires contemporains.

Dans cette perspective, j'ai eu l'honneur de lancer cette année un nouveau séminaire axé sur la communication stratégique dans le contexte des crises géopolitiques. Son thème central, «la guerre informationnelle», s'inscrit dans un contexte où les conflits traditionnels cèdent progressivement la place à des formes hybrides de confrontation, transformant l'information en arme redoutable. Loin d'être périphérique, la communication est devenue un levier central — parfois instrumentalisé — dans la conduite des opérations militaires, brouillant les frontières entre vérité, fiction, et manipulation. Ce séminaire vise ainsi à initier les

officiers-stagiaires aux subtilités de cette guerre invisible qui se mène désormais autant sur les écrans que sur les terrains.

Justement, en lien avec cette initiative pédagogique, vous avez retracé lors de votre intervention l'évolution historique de la guerre informationnelle.

Comment cette évolution modifie-t-elle concrètement la manière dont les armées, et en particulier les armées africaines, doivent envisager la maîtrise des espaces informationnels en période de crise ?

J'ai effectivement tenu à remonter aux origines de la guerre informationnelle, en évoquant notamment le mythe du Cheval de Troie — que je considère comme l'« an zéro » de la manipulation psychologique. Cette opération emblématique de désinformation menée par les Grecs pour tromper les Troyens illustre bien les racines anciennes de la guerre des esprits. Aujourd'hui, ces logiques sont déclinées sous des formes multiples, portées par les technologies numériques et les médias sociaux, avec un objectif inchangé : dominer les perceptions, influencer les opinions, et redéfinir les équilibres de pouvoir.

Dans ce contexte, la maîtrise des espaces informationnels devient un impératif



stratégique. Les armées ne peuvent plus se contenter de réponses classiques : elles doivent intégrer pleinement cette dimension dans leur doctrine et leurs dispositifs opérationnels. L'information n'est plus un simple support logistique ; elle devient un acteur à part entière des conflits contemporains, capable de modifier le cours des événements à travers la manipulation des représentations politiques, sociales et géopolitiques.

En prolongeant cette

réflexion, et au regard de ces mutations, vous insistez aussi sur la nécessité de former les futurs chefs militaires à ces enjeux. Quelles approches pédagogiques ou outils spécifiques recommanderiez-vous pour mieux les préparer aux réalités de la guerre hybride ?

En échangeant avec les stagiaires, j'ai été agréablement surpris de constater que,



contrairement à certaines idées reçues, nos armées ont bien saisi les enjeux de la guerre informationnelle. Certaines prennent même déjà des mesures d'anticipation pour contrer les campagnes de désinformation. Mais pour aller plus loin, j'ai plaidé en faveur d'une intégration claire de la communication dans les plans de défense et de sécurité. Cela implique de créer des unités spécialisées, composées d'officiers formés et d'experts civils compétents en communication, en cybersécurité, et en gestion de l'information.

Pour accompagner ce virage stratégique, il est crucial d'intensifier le renforcement des capacités, à travers des formations pratiques, des études de cas, des simulations de crise et une meilleure collaboration avec les médias, le monde académique et les acteurs de la société civile. Même si le « secret défense » impose des limites, la transparence stratégique, en temps de guerre comme de paix, peut renforcer la légitimité des forces armées et consolider le lien armée-nation.

En tenant compte de ces éléments, quel avenir entrevoyez-vous pour la communication stratégique dans les institutions militaires africaines ? Et quels conseils donneriez-vous aux officiers pour l'intégrer pleinement dans leurs plans de défense ?

La communication stratégique militaire a un avenir certain, car elle s'inscrit dans un monde où les instabilités se multiplient — dans le Sahel, le Golfe de Guinée, la région des Grands Lacs, ou encore au Maghreb. Ces tensions, de plus en plus hybrides, mobilisent autant les armes que les récits. Il serait dangereux de sous-estimer ou de marginaliser cet aspect des conflits contemporains. Il est impératif d'anticiper, de structurer des dispositifs informationnels efficaces, et surtout de re-

connaître que la communication peut contribuer à la paix, autant qu'à la défense.

Elle doit participer activement à la construction d'un lien de confiance entre les forces armées et les populations. Dans un monde où la guerre se mène autant sur les terrains que dans les esprits, les États africains doivent se doter des outils nécessaires pour protéger leurs récits, leurs réalités, et leurs souverainetés.

si vous aviez l'opportunité de partager un repas avec un.e professionnel.le africain.e de la communication, vers qui se tournerait votre choix, et pourquoi ?

Sans hésiter, je choisirais Carole Sagbo, fondatrice de l'agence Denadi. C'est une communicante passionnée dont j'apprécie le dynamisme et la capacité à articuler communication, art, culture et gastronomie dans une vision singulière. Elle parvient à raconter l'Afrique avec audace, élégance et subtilité, à travers des campagnes où l'identité culturelle rencontre l'innovation stratégique. Je serais curieux d'échanger avec elle sur les passerelles entre communication publique, influence culturelle et souveraineté narrative.

Propos recueillis par Cyrille Djami, à Abomey-Calavi.

Carte Visa Business,

la solution adaptée
à votre entreprise.



www.biic-bank.com | contact@biic-bank.com

dimart



Retraits



Achats



Paiements

Gestion simplifiée
de vos dépenses professionnelles